

El Watan

LE QUOTIDIEN INDÉPENDANT - Mercredi 24 février 2010

N° 5876 - Vingt-troisième année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1 €. USA : 2,15 \$. ISSN : 1111-0333 - http://www.elwatan.com

FOOTBALL

Le MCA résiste
à Tizi Ouzou à son
dauphin la JSK (0-0)

P.27

MOURAD PREURE UN DÉCRET DURCIT DAVANTAGE LES PROCÉDURES

«Des problèmes dans nos apports pétroliers dès 2020»

Mourad Preure, spécialiste des questions relatives à l'énergie et au pétrole, défend, dans l'interview qu'il a accordée à *El Watan*, l'idée selon laquelle l'Algérie doit revoir à la baisse le niveau de sa production de pétrole (1,4 mbj). Selon lui, si la durée de vie des réserves algériennes, estimée à 16,7 ans, n'est pas revue à la hausse par «de nouvelles découvertes» et «la mise sous contrainte de la demande», cela veut dire, pour l'expert, qu'en 2030, «nous pourrions vivre une situation critique alors que les prix devraient se placer à cette échéance structurellement au-dessus d'un niveau de 150 dollars le baril». Tel est donc l'enjeu, voire le risque majeur auquel est confronté le pays. En toile de fond de cette problématique, dit M. Preure, se pose le rôle de Sonatrach qui, selon lui, ne doit pas être un *sleeping partner*.

(Lire l'entretien réalisé par Ali Titouche en page 6)

Un autre tour de vis aux importations



PHOTO: EL-SOURI

Alors que le discours officiel va dans le sens de la simplification des procédures d'importation en faveur des entreprises de production, c'est un décret exécutif d'une autre teneur que s'apprête à promulguer le Premier ministre. Le projet de texte intitulé «Décret ex-

cutif fixant les modalités de suivi des importations en franchise des droits de douane dans le cadre des accords de libre-échange» vise au contraire à compliquer les formalités administratives aux importateurs, sans aucune distinction de statut. *Nordine Grim (Suite page 7)*

L'ONDE DE CHOC D'EL BARADEI

Est-ce l'automne du patriarche Moubarak ?

Il y a visiblement un immense mur de séparation entre les aspirations du peuple égyptien et la volonté des maîtres du Caire.

Est-ce l'automne du patriarche Moubarak au pays des pharaons ? Beaucoup sans doute le souhaitent en Egypte et dans tout le monde arabe. Mohammed El Baradei, l'ex-chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), annoncé comme possible candi-



dat à la présidentielle de 2011, se met déjà dans la peau du «sauveur». En Egypte, cette épithète un tantinet exagérée, exprime le désir d'un peuple opprimé d'éviter de se farcir pour un autre bail le même Moubarak.

Hassan Moali (Suite page 13)

MAWLID ENNABAOU

MOINS DE REVENDEURS DE PÉTARDS, PLUS DE DANGER...



Malgré la baisse sensible du nombre de marchands de pétards, cette année, les produits commercialisés sont encore plus dangereux. Les services des Douanes ont saisi 41 millions d'unités de produits pyrotechniques en 2009.

Lire en page 4

APRÈS LA LIBÉRATION DE QUATRE TERRORISTES PAR BAMAKO
ALGER ET NOUAKCHOTT EN COLÈRE

Alger et Nouakchott ont rappelé leurs ambassadeurs au Mali pour consultation après la libération de 4 terroristes réclamés par Al Qaïda. L'Algérie qualifie cette décision de «dangereuse», alors que la Mauritanie estime qu'elle viole les conventions de lutte contre le terrorisme.

Le «non» catégorique du président malien lancé à B. Kouchner venu le solliciter pour exécuter les exigences d'Al Qaïda s'est avéré n'être qu'un pur mensonge...

Vingt-quatre heures après la réaction virulente de la Mauritanie, c'est au tour de l'Algérie de rappeler son ambassadeur à Bamako pour «consultation» et de convoquer le représentant de la chancellerie malienne à Alger pour «demander des explications» sur la libération de quatre terroristes, dont deux Algériens contre lesquels une demande d'extradition a été formulée en 2009.

(Suite page 3)

Salima Tlemçani



PHOTO: IOR

LE SALON DE L'AUTO by RENAULT
Du 22 Février au 05 Mars

Nouvelle CLIO à ce prix, c'est possible.
Mais il n'y en aura pas pour tout le monde !

Un prix choc de
1 049 000 DA
sur un lot de
25 unités seulement
soit une remise de
130 000 DA

DANS TOUT LE RÉSEAU RENAULT ALGÉRIE

2 ANS DE GARANTIE

Publicité

ENTRETIEN

MOURAD PREURE. *Expert pétrolier international, directeur du Cabinet MP Strategy Consulting*

«L'Algérie connaîtrait des incertitudes en matière d'apports pétroliers dès 2020»

Propos recueillis par
Ali Titouche

Vous avez déclaré récemment que l'Algérie ne doit pas produire plus que ce qui est nécessaire à son développement et qu'elle doit impérativement moduler sa production. Selon vous, quel est le juste plafond de production pour l'Algérie ?

Mes opinions sont en effet connues sur le sujet. Je prône une politique conservatrice des réserves. En tenant compte des engagements contractuels en amont ainsi que des contraintes opérationnelles de Sonatrach, je pense qu'il faut revoir à la baisse le niveau de 1,4 Mb/j. Cette opinion part d'abord du constat qu'il s'agit là de ressources épuisables et dont il faut user avec modération, car l'Algérie continuera d'exister après nous, et nos enfants et petits-enfants auront besoin de cette ressource qui restera la clé du mix énergétique mondial au-delà de la mi-siècle, du fait essentiellement de certains usages encore «substituables», notamment dans le transport. Pour vous dire, si le pétrole continuera à représenter un peu moins du tiers des besoins énergétiques en 2030, il est peu probable que sa part dans le bilan énergétique mondial tombe au-dessous du quart en 2050. Or, les ressources ne seront plus là pour faire face aux besoins dont la croissance exponentielle sera représentée à 80% par les pays émergents, dont la Chine. La boulimie énergétique de ces pays est difficilement compressible car ils partent de très bas. 13 Chinois sur mille ont une voiture contre 580 Américains ! Nous approchons du peak oil, le point à partir duquel les réserves déclineront. La crise économique que nous vivons a constitué un répit dans la croissance des besoins, mais en même temps elle a provoqué un affaiblissement de l'investissement qui a baissé de 16% pour les hydrocarbures et de 38% pour les énergies renouvelables. Cette discontinuité dans la courbe des ressources se traduira par un accroissement de l'incertitude à moyen et long termes. Si l'on estime, toutes choses égales par ailleurs, que la demande sera aux environs des 110 Mb/j en 2030, contre une moyenne de 85 Mb/j aujourd'hui, auxquels il faut ajouter quelque 6 à 7 Mb/j de capacités inutilisées de l'OPEC, il faudra mettre en production 64 Mb/j (6 fois la production de l'Arabie Saoudite) dont 30 Mb/j avant 2015 (18 à 19 Mb/j pour la croissance de la demande et le reste pour compenser le déclin des gisements). L'enjeu apparaît extrême alors que pour de nombreux experts, dont le président de la compagnie Total, le niveau de 100 Mb/j semble une limite technique. Pour cette raison déjà, il faut préserver nos ressources, car elles pourraient devenir difficilement accessibles pour notre pays qui pourrait connaître des incerti-



PHOTO: DR

tudes fortes quant à son approvisionnement pétrolier dès 2020. Si la durée de vie de nos réserves estimée à 16,7 ans n'est pas corrigée à la hausse par, d'une part, de nouvelles découvertes, et d'autre part, par la mise sous contrainte de la demande, cela veut dire qu'en 2030, nous pourrions vivre une situation critique alors que les prix devraient se placer à cette échéance structurellement au-dessus d'un niveau de 150 dollars le baril. D'un autre côté, le niveau de production présent peut être jugé excessif considérant l'usage que l'on fait des revenus qui en sont tirés. Ces ressources ne génèrent pas des capacités productives nouvelles. Elles semblent donc inutilement monétisées. Sur le plan interne par ailleurs, le contenu en énergie, en général, et en pétrole, en particulier, de la croissance économique est trop fort. Il nous faut gagner en efficacité énergétique.

Nous avons comme l'impression que l'Algérie a fait de l'exportation, de plus en plus importante, des hydrocarbures un choix. Or, vous êtes parmi ceux qui croient que les réserves algériennes sont limitées. L'on parle d'une durée de vie de 16 ans, de 18 ans et d'une cinquantaine d'années. Visiblement, les avis des experts divergent. Quelles sont donc les véritables limites de nos gisements ?

L'Annual Statistical Bulletin de l'OPEC et le BP Statistical Review, deux publications qui font référence, créditent l'Algérie de 12,2 Gbls de réserves pour le pétrole (1% des réserves) et 16,7 ans durée de réserves) et 4,5 Tcm pour gaz et (2,4% des réserves et 52 ans durée de réserves). Le lieu est ici de préciser la notion de réserves et de durée de vie de celles-ci. La notion de réserves renvoie toujours à la quantité d'huile récupérable aux conditions technologiques et économiques du moment. Il existe trois catégories de réserves, classifiées selon leur probabilité de récupération : les réserves prouvées, ou 1P, sont les quantités de pétrole que l'on est sûr de récupérer avec une probabilité de 90%. Les réserves probables ou 2P prennent en compte les premières ainsi que des quantités plus difficiles à

récupérer avec une probabilité de 50%. Les réserves possibles ou 3P sont celles encore plus difficiles et dont la probabilité de récupération est de l'ordre de 10%. Le fameux rapport R/P, soit la durée de vie des réserves et qui s'exprime en années, prend en compte les réserves prouvées, soit les 1P qui sont divisées par la production de l'année. Selon l'US Geological Survey, Les probabilités de découvertes en Algérie sont de : 95% : 1,7 Gbls, 50% : 6,9 Gbls, 5% : 16,3 Gbls. Bien entendu, nous espérons tous de bonnes surprises de l'exploration et j'insiste encore pour dire qu'il faut éviter tout catastrophisme. Notre domaine minier est largement sous-exploré. Il y aura encore de bonnes découvertes qui seront faites en Algérie, même si dans le monde, la probabilité de découverte de gisements géants (plus de 500 Gbls) est très faible. Il reste que l'effort d'exploration doit être relancé impérativement, notamment pour soutenir le développement gazier national. Des formules partenariales originales devront être trouvées qui prendront la forme de véritables alliances stratégiques avec des leaders. Le développement des gisements et l'amélioration du taux de récupération doivent être un axe important de travail, car il s'agit de structures connues et ayant déjà bénéficié d'études de géophysique et de réservoir engineering. Le risque peut être mieux maîtrisé avec un meilleur optimum coût-délai. Nos gisements ont encore du potentiel et le progrès technique tant dans l'imagerie du sous-sol que dans le forage et les techniques de production peut leur donner un nouvel élan. Mais là encore, se pose le rôle de Sonatrach qui ne doit pas être un sleeping partner.

C'est-à-dire...
C'est-à-dire qu'il est urgent d'organiser le développement de Sonatrach autour de la technologie. Pour cela, il faut la moderniser mais il faut aussi faire des acquisitions d'actifs de haute technologie pétrolière dans les services et l'ingénierie. Cette politique d'acquisition doit être couplée à des alliances stratégiques avec des compagnies pétrolières leaders mais aussi des grandes compagnies parapatrolières, en premier lieu celles qui opèrent dans notre pays. La contraction de leur marché du fait de la baisse des investissements en amont devrait faciliter les négociations, cela même si comme je le pense, nous avons perdu un temps précieux. Il faut savoir que la technologie est la clé de l'accès aux ressources de demain, autant chez nous que surtout dans les grandes accumulations d'hydrocarbures du Moyen-Orient. Il est important pour notre pays de disposer d'un champion national capable de se mouvoir dans l'environnement hautement compétitif de l'industrie du pétrole, et disposant d'avantages concurrentiels fondés sur la technologie et un management aux normes du métier.

D'après vous, quelle est la stratégie énergétique adéquate pour le pays, en prenant en compte le fait qu'il est exclusivement dépendant de la manne pétrolière ?

De ce qui précède, il ressort que notre pays ne doit pas, mais aussi n'a pas les moyens de s'affirmer en tant que source. Mais il dispose de l'expérience et de l'expertise pour s'affirmer en tant qu'acteur dans la scène énergétique internationale. Il doit le faire en disposant d'une puissante compagnie énergétique appuyée par tout un tissu de PME innovantes, des centres de recherche et de universités. Cela est encore possible, si Sonatrach arrive à arrimer, dans le cadre de partenariats triangulaires impliquant ses partenaires pétroliers, quelques-unes de nos universités et PME avec les grands pôles scientifiques et technologiques mondiaux dans le domaine des hydrocarbures.

Donc, en premier lieu, il est impératif de disposer d'un puissant acteur énergétique. A ce sujet, je prône la fusion Sonatrach-Sonelgaz pour donner à Sonatrach les moyens de muer et devenir, à l'instar de ses concurrents, une compagnie énergétique en mesure de fournir dans une logique «from well to wheel» au client final, carburant, molécules de gaz et kilowatt-heures. En mesure de diversifier ses interventions dans les différentes filières énergétiques et réussir un équilibre dynamique de son portefeuille d'activités avec une harmonie entre activités génératrices de ressources et activités à risque. Cela permettra aussi à Sonatrach de pénétrer la filière électronucléaire qui est une filière d'avenir même si elle restera contenue les vingt prochaines années à un niveau de 6 à 7% du bilan énergétique mondial. Cette question est plus qu'impérative car, le monde est en train de mener sa transition énergétique depuis un modèle fossile à 90% de ses sources d'approvisionnement vers un modèle non carboné, non fossile. Notre pays doit s'engager résolument dans cette transition énergétique et mener les actions structurantes nécessaires. Il faut enfin contenir sévèrement notre consommation énergétique, non seulement celle des ménages, mais aussi et surtout celles des industries, parmi elles la pétrochimie dont il faut s'interroger de la pertinence de certains choix et des partenaires concernés.

L'Algérie a pris le format d'un pays à vocation gazière. Plusieurs projets ont été lancés ces dernières années, à l'instar du Galsi et du Medgaz qui alimentent l'Europe. La gestion du gaz algérien souffre-t-elle d'anomalies? Quel serait, selon vous, le meilleur modèle managérial de Sonatrach ?

En fait, nous sommes un pays beaucoup plus gazier, même si nos réserves restent limitées (4,5 Tcm), comparées à

celles existantes et non encore développées au Moyen-Orient (55 Tcm). La crise économique a provoqué une baisse historique de la demande conjuguée par une orientation haussière de l'offre avec l'arrivée d'importants projets de GNL sur le marché (Sakhalin II, Qatargas II, Nigéria, etc.), ainsi que le développement des gaz non conventionnels américains qui ont tari le débouché américain. Ce phénomène de ciseau a précipité l'industrie du gaz dans une méchante zone de turbulences. Il y a aujourd'hui plus de 100 Gm³ de GNL en trop sur le marché, ce chiffre devrait s'accroître avec la venue sur le marché de nouveaux volumes, pour les 2/3 du Moyen-Orient. La conséquence est une bulle gazière qui est appelée à perdurer au moins jusqu'à 2013. Le développement du GNL a accéléré l'interconnexion des marchés européens et américains, accentuant le rôle d'arbitrage du bassin atlantique. L'effet est direct sur le marché européen qui est notre marché naturel, celui vers lequel nous dirigeons l'essentiel de nos volumes. Il faudra se battre pied à pied pour défendre ses parts de marchés dans les années à venir. La source algérienne a montré sa fiabilité, y compris durant la période où le terrorisme sévissait dans notre pays.

Il n'y a jamais eu de rupture d'approvisionnement alors que la Russie, par exemple, a interrompu ses approvisionnements à l'Europe pendant 13 jours en janvier 2009. Cependant aujourd'hui, la source algérienne est contestée par des sources moyen-orientales (Qatar, Egypte) et russe et doit trouver les volumes pour se maintenir. Le Galsi arrive au mauvais moment comme on l'a vu, mais a-t-on suffisamment de gaz pour le remplir ? La question à mon avis est le développement gazier en amont qui doit être relancé au plus vite. De même la demande gazière industrielle notamment doit être contenue. Sonatrach est aujourd'hui exposée à une dangereuse publicité. Je pense qu'il faut garder son sang froid et communiquer sereinement sur la crise qu'elle traverse et qu'on connues beaucoup d'autres compagnies avant elle dans le monde.

La force de cette entreprise est toute la richesse humaine qui la porte, ce sont les femmes et les hommes qui excellent dans leur travail dans des conditions difficiles sur les sites de production et dans toutes les structures. Sonatrach, c'est tout un élan patriotique construit par nos aînés et que les jeunes prolongent avec succès aujourd'hui. La force de Sonatrach, c'est toute cette symbolique novembriste qui a permis de réussir le challenge du 24 février et qui nous permettra de réussir d'autres challenges encore demain. Porter Sonatrach au rang d'une grande compagnie énergétique parmi les leaders qui façonneront le paysage énergétique de demain, voilà l'urgence.

A. T.

Les spécialistes du Système Comptable Financier & Normes IAS/IFRS www.afc-dz.com

AFC
Comptable & Formation

Pôle Formation :

- Formation Intra Entreprises (en interne)
- Formation Inter Entreprises (Séminaires)

Assurer votre transition SCF en mode Tranquillité.

Pôle Consulting :

- Accompagnement à la mise en place du SCF
- Assistance technique à la maîtrise d'ouvrage

Faites vous Assister par Nos Équipes

AFC El Djazair Spa- 15 B, Rue Cordoba, Ben Omar, Kouba, Alger. * Tél. 021 288 429 * 0550 626 211 * Fax. 021 293 367 * formation@afc-dz.com

Publicité